

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

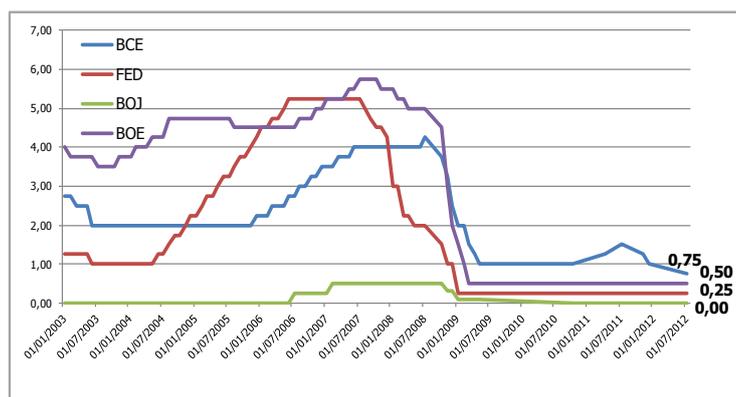
Lors de sa réunion du 8 novembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des augmentations de la fiscalité indirecte opérées dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % jusqu'à fin 2012. Ils devraient revenir par la suite en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine. (...) L'activité économique devrait demeurer faible dans la zone euro, mais elle continue d'être soutenue par l'orientation de notre politique monétaire et la confiance des marchés financiers s'est nettement améliorée à la suite de nos décisions concernant les opérations monétaires sur titres (OMT). Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans de larges parties des secteurs financier et non financier ainsi qu'une incertitude élevée continuent de peser sur les perspectives économiques ». Le Président de la BCE a annoncé l'introduction d'une deuxième série de billets en euros, la série « Europe » avec une mise en circulation, en mai 2013, de la coupure de 5 euros.

M. Draghi a également précisé que le Conseil des gouverneurs a pris note des conclusions du Conseil européen sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire qui ont été adoptées le 18 octobre 2012 et a salué les mesures en faveur d'un cadre financier intégré.

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 24 octobre 2012, son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25%. Dans son communiqué, la Fed observe que l'économie a continué à croître à un rythme modéré et que l'inflation a récemment accéléré en raison de la hausse des prix de l'énergie. Au troisième trimestre 2012, le PIB américain a progressé de 2 % en rythme annualisé par rapport au deuxième trimestre.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 057 900 fin septembre 2012, soit une hausse de 1,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+46 900 personnes). Sur un an, il croît de 10,1 % (+11,3 % pour les hommes et +8,7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,5 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,6 % en septembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à août. Il était de 10,3 % en septembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,6 % en septembre 2012. Il était de 9,8 % en septembre 2011.

Inflation

Baisse des prix en France au mois de septembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,3 % en septembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,8 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,2 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,5 % en octobre 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à septembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et met en place un nouvel assouplissement quantitatif

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 30 octobre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé d'augmenter son programme d'achats d'actifs de 11 000 milliards de yens (106 milliards d'euros) pour le porter de 91 000 milliards de yens (877 milliards d'euros). Le programme de soutien aux prêts est désormais sans plafond. Dans une déclaration commune avec le gouvernement, la BoJ indique qu'elle veut « rendre les conditions de circulations de l'argent plus fluide pour les entreprises comme pour les ménages, mettre fin à la déflation et revenir sur la voie d'une croissance durable ». La BoJ a également revu à la baisse ses prévisions de croissance à 1,5 % pour l'année budgétaire 2012 contre 2,2 % lors d'une précédente estimation et à 1,6 % pour 2013 contre 1,7 %. En septembre 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 4,1 % sur un mois et de 8,1 % sur un an, les prix à la consommation, hors énergie et alimentation ont baissé de 0,1 % sur un mois et de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,9 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, stable par rapport à août. En septembre 2012, les exportations ont reculé de 10,3 % sur un an et les importations ont crû de 4,1 %.

Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros.

Ralentissement relatif de la croissance en Chine

Au troisième trimestre 2012, le PIB chinois a progressé de 7,4 % sur un an. Sur les trois premiers de 2012, le PIB a cru de 7,7 % par rapport à la même période de 2011. Au mois de septembre 2012, la production industrielle a augmenté de 9,2 % en glissement annuel. L'indice de prix à la consommation a augmenté de 1,9 %. En septembre 2012, les exportations ont progressé de 9,9 % sur un an et les importations de 2,4 %.

L'excédent commercial s'élève 27,7 milliards de dollars.

Fin septembre 2012, les réserves de change de la Chine ont atteint 3 290 milliards de dollars, en hausse de 2,8 % sur un an.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Groupe d'action financière (GAFI)

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 17 au 19 octobre 2012, le GAFI a pris d'importantes mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant divers documents, notamment des actualisations des meilleures pratiques.

Ces différents documents ainsi que le rapport annuel 2011-2012 sont disponibles en téléchargement sur : www.fatf-gafi.org

Actualité bancaire

Supervision bancaire intégrée

Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, il a été convenu que le cadre législatif relatif au mécanisme de surveillance unique (MSU) devrait être adopté d'ici le 1^{er} janvier 2013 et que le MSU sera opérationnel dans le courant de l'année 2013. Il a été également convenu que le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée devra s'appuyer sur le cadre institutionnel et juridique de l'Union européenne et être caractérisé par l'ouverture et la transparence à l'égard des Etats membres qui n'adhèrent pas à l'euro, ainsi que le respect de l'intégrité du marché unique.

Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du pacte pour la croissance et pour l'emploi.

Crédit immobilier et prêt viager hypothécaire

Le décret n° 2012-1195 du 26 octobre 2012 portant extension des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie, et en Polynésie française et aux services financiers à distance dans ces collectivités et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 28 octobre 2012.

Regroupements de crédits

Le décret n° 2012-1159 du 17 octobre 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupement de crédits a été publié au JORF du 19 octobre 2012.

Banque publique d'investissement (BPI)

Le projet de loi relatif à la création de la BPI a été présenté en Conseil des ministres du 17 octobre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale pour être examiné selon la procédure accélérée. Le texte du projet de loi est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl0298.pdf>

Outre-mer

Crédits de la mission Outre-mer et défiscalisation du logement social en Outre-mer

1 – L'Assemblée nationale a adopté le 7 novembre 2012 les crédits de la mission Outre-mer qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (+4,5 %) et 2 milliards d'euros en crédits de paiement (+5 %). Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, l'investissement public, la jeunesse et l'insertion professionnelle, l'emploi.

2 - La commission des finances du Sénat a adopté le rapport de contrôle budgétaire sur la défiscalisation du logement social en Outre-mer de MM. Gorges Patient et Eric Doligé. Ce rapport dresse un premier bilan de ce dispositif spécifique, mis en place par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer. Il évalue son efficacité, son apport au financement du logement social, ses résultats en termes de logements construits et son coût pour les finances publiques.

Les rapporteurs constatent une augmentation significative des logements mis en chantier, qui tend à montrer que la réforme a atteint ses objectifs et émettent cinq propositions et recommandations :

- améliorer le fonctionnement de la procédure d'agrément,
- clarifier les règles de cumul de la ligne budgétaire unique et de l'aide fiscale,
- adapter l'offre de logement à la demande réelle,
- améliorer la connaissance de la demande de logement outre-mer,
- mobiliser la ressource foncière.

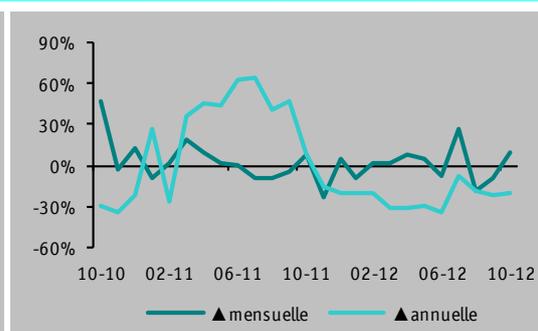
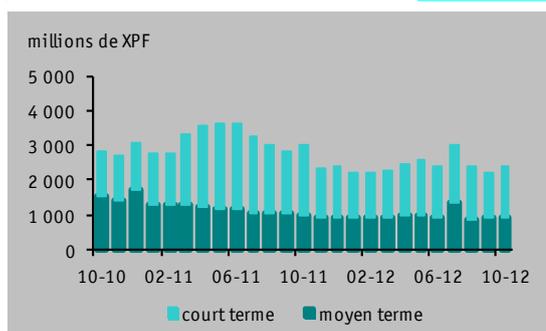
Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-0481.pdf>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

En hausse sur le mois d'octobre, mais repli en glissement annuel

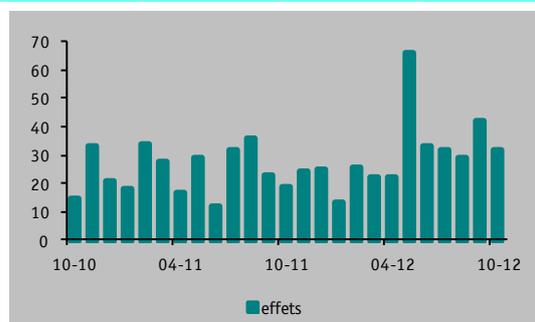
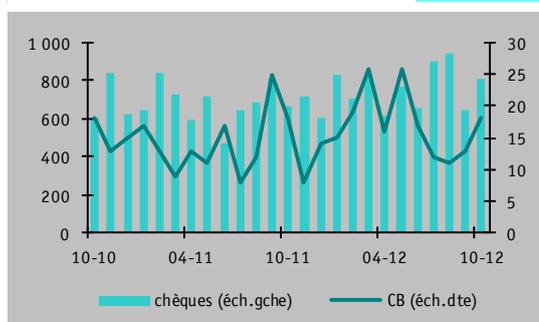
en millions de F CFP	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 080	1 297	1 507	16,2%	-27,5%
Utilisations à moyen terme	927	888	890	0,3%	-4,0%
Refinancement total	3 006	2 185	2 397	9,7%	-20,3%



Incidents de paiement

Forte augmentation des incidents de paiement sur les chèques

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	702	688	858	24,7%	22,2%
- sur chèques	665	646	808	25,1%	21,5%
- sur effets	19	29	32	10,3%	68,4%
- retraits de cartes bancaires	18	13	18	38,5%	0,0%



Interdits bancaires

Stabilisation des interdits bancaires sur le mois

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 526	3 547	3 529	-0,5%	0,1%
- dont personnes physiques	3 107	3 075	3 058	-0,6%	-1,6%
- dont personnes morales	419	472	471	-0,2%	12,4%

Cotation

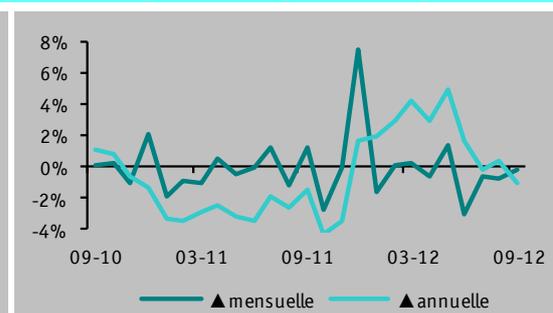
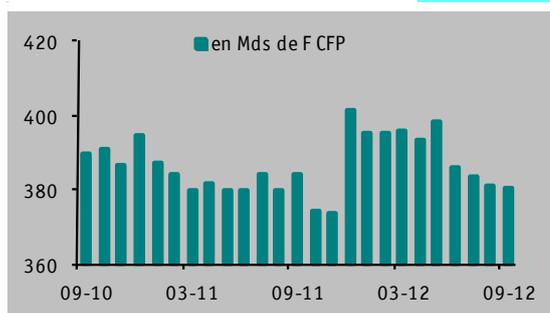
Repli sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 049	7 681	7 706	0,3%	9,3%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 172	1 533	1 349	-12,0%	15,1%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 537	1 817	1 776	-2,3%	15,5%

Masse monétaire

Repli des dépôts à terme sur le mois

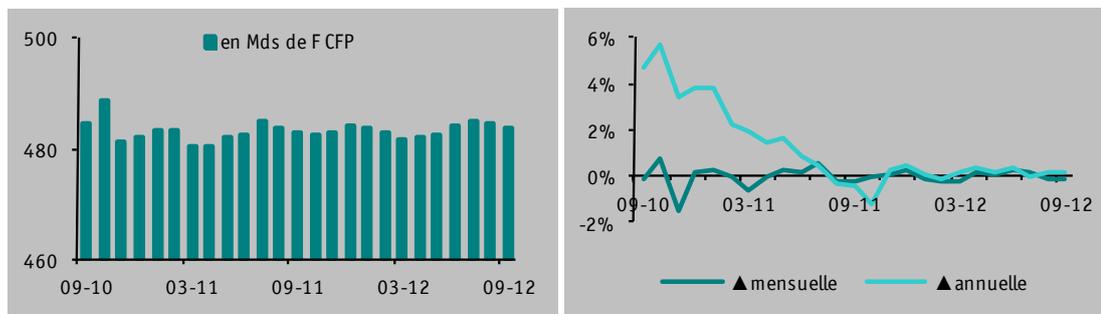
en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 846	15 225	15 050	-1,2%	1,4%
Dépôts à vue	150 885	139 548	144 504	3,6%	-4,2%
Comptes sur livrets	101 032	100 596	100 566	0,0%	-0,5%
Comptes d'épargne logement	305	348	342	-2,0%	12,1%
Dépôts à terme	113 542	123 155	117 700	-4,4%	3,7%
Autres	3 696	2 083	2 146	3,0%	-41,9%
Total M3	384 306	380 955	380 307	-0,2%	-1,0%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global

en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	134 420	128 047	126 545	-1,2%	-5,9%
Crédits d'équipement	62 598	67 073	67 517	0,7%	7,9%
Crédits à l'habitat	158 552	162 786	162 902	0,1%	2,7%
Autres crédits	70 996	66 821	66 713	-0,2%	-6,0%
Créances dout. brutes	56 307	59 685	60 045	0,6%	6,6%
Total CCB	482 873	484 411	483 723	-0,1%	0,2%



3 – Brèves économiques locales

Démographie

Recensement de la population

Le recensement, mené par l'ISPF et l'INSEE du 22 août au 18 septembre 2012, a chiffré la population légale de la Polynésie française à 268 270 habitants, soit 8 674 personnes de plus (+3,3 %) qu'au précédent recensement en 2007. Selon les premiers résultats, 75 % de la population est concentrée sur l'île de Tahiti et Moorea. Faa'a reste la commune la plus peuplée avec 29 687 habitants malgré une baisse de 0,55 %. En hausse de 8,5 %, la population de Punaauia compte 27 613 habitants et devance Papeete dont la population recule de 1 % pour s'établir à 25 769 personnes.

Infrastructures

Projets de rénovation à l'aéroport de Tahiti-Faa'a

La société Aéroport de Tahiti (ADT) va investir plus d'un milliard de F CFP pour rénover l'aéroport de Tahiti-Faa'a. Les travaux prévus comprennent la reconstruction des quatre postes avions en face de l'aérogare internationale et la réfection de la piste, qui sera étalée sur deux ans. Ces travaux seront financés en grande partie par les recettes des prestations issues de l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

Emploi

Création d'une nouvelle aide à l'emploi

Le 19 octobre, les élus de l'assemblée ont voté la création d'une nouvelle aide à l'emploi : le stage expérience professionnelle (SEP). D'une durée de 4 mois, il s'adresse aux jeunes de 16 ans à 26 ans, sans emploi, sans expérience professionnelle et ayant terminé leur formation. La durée hebdomadaire de l'activité et le montant brut de l'indemnité seront fixés par arrêté pris en conseil des ministres.

Le SEP doit être financé par un redéploiement des crédits affectés aux actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

Finances publiques

Versement du solde de la dotation globale d'ajustement

A l'issue de la réunion du comité de suivi du plan de redressement, qui s'est tenue au ministère des Outre-mer, une convention a été signée entre l'Etat et le Pays. Dans la continuité des grands objectifs de redressement des finances de la Polynésie française, il prévoit le versement du solde de la dotation exceptionnelle d'ajustement, soit 4,1 milliards de F CFP. Il précise également les modalités et les conditions d'octroi d'un prêt à l'investissement de 4,8 milliards de F CFP destiné à relancer la commande publique.

Extension de l'aide au parent au foyer

Jusqu'à-là réservée aux familles monoparentales, l'aide au parent au foyer est étendue à toutes les familles les plus démunies à compter du 6 novembre 2012. Comprise entre 30 000 et 45 000 F CFP par mois en fonction du nombre d'enfants à charge, elle est versée à toute famille dont les revenus journaliers n'excèdent pas 812 F CFP par personne, à condition que l'un des parents s'occupe des enfants et exerce une activité à domicile.

Education

Partenariat pour la recherche à l'UPF

Début novembre, l'Université de la Polynésie française (UPF) doit conclure deux accords de partenariat avec l'École Pratique des Hautes Études (EPHE) et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Le premier concerne la formation, la recherche et sa valorisation. Le second, signé avec le CNRS, devrait aboutir à la création d'un site « d'étude en écologie globale », dédié aux recherches archéologiques menées à Ua Huka (Marquises).

4 – Brèves économiques régionales

Australie : prévisions de croissance

Révision à la baisse des prévisions de croissance du gouvernement australien

Fin octobre, les pouvoirs publics australiens ont révisé leur prévision de croissance du PIB pour l'exercice budgétaire 2012/13 à 3 % contre 3,25 % au mois de mai dernier. Le secrétaire d'État au Trésor estime que la mollesse de la conjoncture mondiale, liée à la faiblesse de la reprise américaine et à la crise européenne, pèse sur les cours des matières premières, et par conséquent sur les recettes à l'export du pays.

Néanmoins, les perspectives du gouvernement restent optimistes car l'économie australienne continue de bénéficier du dynamisme des pays émergents. L'estimation de surplus budgétaire est ramenée à 1,1 milliard de dollars australiens contre 1,5 précédemment.

Australie : évolution des prix

Hausse de l'indice des prix à la consommation de 1,4 % au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) progresse de 1,4 % (+ 0,5 % au deuxième trimestre), au-dessus des anticipations (+ 1 %). Le secteur du logement (+3,2 %) est le principal contributeur de ce mouvement, notamment ses composantes électricité (+15,3%) et gaz (+ 14,2 %), suivi par la santé (+2,4%) et l'alimentaire (+ 1,9 %). Les plus fortes baisses proviennent des carburants automobiles (-3,9 %). En rythme annuel, le CPI augmente de 2% (+ 1,2% au trimestre précédent).

Nouvelle-Zélande : prix à la consommation

Indice des prix à la consommation en légère progression au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) augmente de 0,3 %. La plus forte contribution à la hausse est due à l'alimentaire (+ 1,1 %) et au logement (+ 0,8 %). À l'inverse, les prix des transports (- 1,1 %) jouent un effet modérateur.

En glissement annuel, les prix s'accroissent de seulement 0,8 %, la plus faible évolution depuis le dernier trimestre 1999 (+ 0,5 %).

Les indicateurs de référence

Indicateurs macroéconomiques

Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-12	106,3	106,6	106,8	0,2%	0,5%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	août-12	118,0	114,9	115,2	0,3%	-2,4%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	sept-12	1 032	1 560	791	-49,3%	-23,4%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	sept-12	12 729	16 358	11 893	-27,3%	-6,6%

(source : ISPF)

Entreprises

Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-12	2 016	3 465	1 604	-53,7%	-20,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-12	120	60	45	-24,8%	-62,3%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept-12	135	100	104	4,0%	-23,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct-12	419	472	471	-0,2%	12,4%

(sources : ISPF, IEOM)

Ménages

Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-12	2 033	2 103	1 868	-11,2%	-8,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-12	2 957	3 646	2 669	-26,8%	-9,8%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept-12	345	233	253	8,6%	-26,7%
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct-12	3 107	3 075	3 058	-0,6%	-1,6%

(sources : ISPF, IEOM)

Secteurs

Agriculture

Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-12	559	1 091	375	-65,6%	-33,0%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-12	89	200	157	-21,7%	76,4%

BTP

Importations de ciment (en M F CFP)	sept-12	43	137	100	-27,3%	131,8%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-12	143	186	129	-30,7%	-9,5%

Industrie

Exportations de monoi en vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-12	2	21	15	-28,7%	689,2%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-12	76	44	29	-34,7%	-61,9%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-12	70	14	28	103,7%	-59,9%

Tourisme

Nombre de touristes	août-12	15 372	16 979	16 002	-5,8%	4,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	oct-12	60,1%	71,1%	67,4%	-3,7 pts	7,3 pts

(sources : ISPF, CPH)

Indicateurs financiers

(Encours banques locales en M FCFP)

Dépôts

Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	sept-12	56 325	56 238	57 027	1,4%	1,2%
	<i>Comptes sur livret</i>	sept-12	95 465	94 477	94 505	0,0%	-1,0%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept-12	57 805	62 550	61 700	-1,4%	6,7%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	sept-12	76 147	68 890	70 128	1,8%	-7,9%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept-12	43 345	45 552	44 307	-2,7%	2,2%

Encours bancaires

Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-12	80 344	77 457	76 824	-0,8%	-4,4%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	sept-12	136 857	141 847	142 097	0,2%	3,8%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-12	52 324	48 841	48 175	-1,4%	-7,9%
	<i>Crédits d'équipement</i>	sept-12	53 949	57 950	58 501	1,0%	8,4%

(source : IEOM)

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire	taux	date d'effet
	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08			
EONIA	0,0880%	0,0950%	- 0,007 pt	0,8170%	- 0,729 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1100%	0,1150%	- 0,005 pt	0,7820%	- 0,672 pt	banques locales	7,10%	01/07/2009
EURIBOR 3 mois	0,1980%	0,2210%	- 0,023 pt	1,0060%	- 0,808 pt	taux d'intérêt légal	taux JORF	
EURIBOR 6 mois	0,3910%	0,4420%	- 0,051 pt	1,2270%	- 0,836 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,6210%	0,6900%	- 0,069 pt	1,5070%	- 0,886 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions		
	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08			
TEMPE	0,0909%	0,1003%	- 0,009 pt	0,4902%	- 0,402 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,1110%	0,1190%	- 0,008 pt	0,8110%	- 0,700 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	0,2080%	0,2470%	- 0,039 pt	1,0220%	- 0,814 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	0,4110%	0,4850%	- 0,074 pt	1,2510%	- 0,840 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	0,6500%	0,7410%	- 0,091 pt	1,5260%	- 0,876 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	2,4300%	2,5100%	- 0,080 pt	3,5900%	- 1,160 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	2,2300%	2,3100%	- 0,080 pt	3,3900%	- 1,160 pt			
TRBOSP	2,4500%	2,4800%	- 0,030 pt	3,6500%	- 1,200 pt			

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011
taux JJ	0,085%	0,100%	0,110%	0,096%	0,100%	0,035%	0,525%	0,575%	0,555%
3 mois	0,400%	0,525%	0,680%	0,189%	0,192%	0,140%	0,740%	0,905%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,730%	1,640%	1,870%	0,770%	0,790%	0,980%	1,830%	1,720%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,58%	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,75%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%	Découverts en compte (1)

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR						
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,8431	1 NZD/XPF	75,4786	1 HKD/XPF	11,8506
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	95,2520	1 SGD/XPF	75,2739	100 VUV/XPF	98,1539
					1 GBP/XPF	147,9625
					1 FJD/XPF	51,6588